Appel à communication

Réversibilité, irréversibilité et « retraitsabilité » en conservation-restauration La réversibilité en conservation-restauration est-elle possible ?

C2RMF – DRAC Hauts-de-France – Musée de Picardie

Journées d'études, Amiens –12 et 13 octobre 2020

À la suite des journées d'études sur la conservation-restauration qui se sont tenues dans les régions Grand-Est (2016) et Pays de la Loire (2018), le C2RMF organise de nouvelles rencontres en 2020, en partenariat avec la DRAC Hauts-de-France, la FFCR, l'AGCCPF et le musée de Picardie.

Elles se dérouleront à Amiens les 12 et 13 octobre 2020.

Ces journées ont une double ambition : d'une part, explorer une problématique de conservation-restauration et, d'autre part, valoriser des retours d'expérience émanant de la région hôte.

La notion de réversibilité est la thématique retenue pour 2020. Comment comprendre et interpréter ce concept aujourd'hui ? Les querelles autour de la restauration sont presque aussi anciennes que les premières restaurations, au point d'en paraître un corollaire obligé. Les débats qui ont notamment animé les XIX^e et XX^e siècles ont permis de fixer progressivement un sens et des limites à des pratiques encore souvent tâtonnantes dans leurs techniques et parfois opposées dans leurs finalités, tout en contribuant à l'émergence d'une discipline ayant conscience de ses spécificités. Parmi les synthèses doctrinales, la *Théorie de la restauration* de Cesare Brandi, publiée en 1963, a eu, en France tout particulièrement, une influence déterminante dans l'établissement du cadre déontologique dans lequel s'inscrivent désormais les interventions. Le concept de réversibilité, entendu comme la possibilité de revenir à l'état matériel antérieur au traitement, y joue un rôle majeur, en relation étroite avec les principes de lisibilité des interventions, de stabilité, de compatibilité et de neutralité des matériaux apportés.

Le principe de réversibilité qui doit présider à toute intervention est au cœur des pratiques, qu'il s'agisse de conservation préventive, de conservation curative ou de restauration proprement dite, en admettant néanmoins le caractère irréversible de certaines interventions. C'est pourquoi la notion de « réversibilité » tend à être aujourd'hui supplantée par celle, plus souple et plus pragmatique, de « retraitsabilité » qui laisse une place plus grande aux compromis entre des impératifs contradictoires, tout en inscrivant l'exigence de transmission patrimoniale à l'échelle du temps long, dans la culture du doute raisonnable et du principe de précaution.

L'objectif de ces journées est de montrer, à partir d'exemples récents, illustrant la diversité des biens patrimoniaux et des contextes de conservation, comment ces notions de réversibilité et d'irréversibilité ont évolué, comment elles sont aujourd'hui appréhendées et interprétées aux différentes étapes d'une intervention (diagnostic, prise de décision, choix techniques, modes de médiation ou retour d'expérience). Ces questions pourront être abordées sous des angles divers : histoire des doctrines de la restauration, sciences de la matière, pratique de la restauration, sciences humaines, etc.

Les propositions de communication (jusqu'à 1000 signes + 5 lignes de biographie + coordonnées téléphoniques et électroniques), comporteront un titre provisoire, évoqueront le contexte posé par la proposition, sa problématique, les moyens mis en œuvre de recherche, d'intervention, de publication et médiation. Elles sont à adresser à oriane.lavit@culture.gouv.fr pour la date limite du **15 novembre** afin de permettre la sélection des communications avant le **au 15 décembre 2019**. Les contributions en binôme favorisant une approche interdisciplinaire (responsable patrimonial, restaurateur, scientifique, ...) et présentant des études de cas dans la région Hauts-de-France seront privilégiées.

Les communications de ces journées donneront lieu à une publication.